

Unité

et

détermination

Comment le diraient-ils en créole ?

Ce sont les deux mamelles de leur succès.

En Guadeloupe hier, en Martinique aujourd'hui, à la Réunion espérons-le demain, c'est bien une unité sans faille, une détermination résolue qui sont venus et viendront à bout, par la grève générale et le blocus, d'un pouvoir méprisant et d'un patronat cynique décidé à défendre ses privilèges.

Dans le supérieur et la recherche, l'unité au sein de la coordination de tous les acteurs – enseignants chercheurs, chercheurs, personnels des universités, des bibliothèques et des laboratoires, étudiants – a soudé cette mobilisation extraordinaire, associant délégués des AG et représentants des syndicats de la FSU (SNESup, SNCS, SNA-SUB), de la CGT et de SUD, de SLR (Sauvons la Recherche), de SLU (Sauvons l'université), des collectifs d'IUFM. Que des syndicats minoritaires (SGEN, UNSA, Autonomes, FO) aient accepté une parodie de négociation sur des bases qui n'étaient pas celles de la coordination, n'a finalement pas affecté la cohésion du mouvement qui maintient son haut niveau de mobilisation et contraint tout le monde à continuer d'exiger le retrait des dossiers, notamment celui sur la formation des enseignants.

Mais il manque la détermination de la FSU et surtout de ses syndicats enseignants « majoritaires ». Ce ne fut que trop flagrant mercredi 11 mars, date retenue par la FSU (la coordination avait appelé le 10) pour « la convergence de la maternelle à l'université » ! Alors que le gouvernement est affaibli, alors qu'il y avait place pour, enfin, une vraie campagne contre les suppressions de postes, la précarité, et surtout pour le retrait du projet Darcos de formation des maîtres en convergence avec les étudiants et les personnels du supérieur, on attend encore l'engagement pour réellement mobiliser. Comment s'éton-

WELCOME

Plus qu'un film, une formidable œuvre d'art, qui vient soutenir la longue lutte de toutes celles et ceux qui, aux côtés des sans papiers, des demandeurs d'asile, ne lâchent pas prise, même dans la crise. Une crise qui peut relancer la xénophobie, le protectionnisme et tous ces nationalismes barbares dont on connaît l'issue. Salutaire donc !



PHOTOS: M. MIGNEAU

ner alors de son incapacité à réagir clairement face aux annonces de Darcos qui ne règlent rien. Décidément nous risquons de payer cher, tous et y compris la FSU, cette fameuse « revalo » façon Darcos, espérée par certains.

29 janvier, 19 mars... et après ?

L'unité, elle existe aussi sur le continent. C'est même elle, sans aucun doute, qui a permis le succès du 29 janvier. Après de grandes mobilisations sectorielles, dans l'éducation, la santé, la justice, la culture, la météo, l'INSEE... et aussi dans le privé, cette journée unitaire est apparue pour ce qu'elle n'était pas : une « grève générale » contre la politique de Sarkozy. La grève, dans le public comme dans le privé, mais aussi et surtout les manifestations dans toute la France furent d'une ampleur inégalée depuis bien longtemps. Cette unité, entre des confédérations hier divisées – rappelons-nous le 7 octobre – est bien sûr cimentée par la violence de la crise et de ses effets, même si les amortisseurs sociaux que sont les politiques publiques tant décriées en atténuent encore un peu la perception. Aucune organisation syndicale ne veut se risquer à affronter seule, en portant la responsabilité de la division, la colère des travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités.

La question de l'emploi est maintenant la première des préoccupations : chômage

technique massif, augmentation du chômage tout court (90 000 emplois supprimés en janvier), et les menaces qui pèsent sur les secteurs traditionnels tels que ceux de l'automobile, de la chimie ne font que l'amplifier. Mais les questions de pouvoir d'achat qui y sont liées restent elles aussi essentielles. Et c'est bien aussi pour cela, parce qu'il faut apporter des réponses à la crise et ses effets, que cette unité ne s'est pas réalisée seulement sur la décision d'une journée d'action, mais aussi sur un texte – bien loin certes de la plate-forme du LKP – qui représente le début d'une base commune à 8 organisations aussi différentes que la CGC, la CFDT, la CGT ou Solidaires. Et on a pu voir, dès le 18 février, à l'occasion de la mascarade que représentaient à la fois le discours et la méthode présidentiels, les limites mais aussi le poids de cette déclaration. Malgré des appréciations fort diverses portées sur les mesures proposées par Sarkozy, le constat a été unanime du décalage avec les propositions de l'intersyndicale, et nul n'a pu s'opposer à la poursuite du processus de construction de la mobilisation. Et c'est tout l'enjeu du 19 mars. Si, comme les confédérations l'annoncent, le 19 est à la hauteur de la situation, notam-



ment dans le privé, la question des suites rapides se pose. Le 1^{er} mai, qu'il faudra unitaire, les manifestations européennes de la CES mi-mai, ne peuvent suffire. Et l'annonce des licenciements

chez Total malgré des profits faramineux, la succession des annonces de plans sociaux, les suppressions de postes dans la Fonction Publique et l'éducation devraient amplifier encore la colère.

Alors il n'est pas indifférent de savoir si le 19 au soir, ou le 20 au matin, des bassins d'emplois, des entreprises, des secteurs poursuivent sérieusement dans la lutte. Parce que, s'il tel était le cas, l'intersyndicale serait sans nul doute poussée à se radicaliser. Sinon la « prudence » risque fort de l'emporter. C'est pourquoi la réussite du 19, plus et mieux encore que le 29, la tenue d'assemblées générales qui débattent – et décident ? – des suites, le départ ou non de secteurs seront décisifs.



Il en est aussi de notre responsabilité.

Il faut, dans le cadre de la déclaration commune, populariser, comme en Guadeloupe et en Martinique, des revendications unifiantes sur le terrain salarial, contre la défiscalisation des heures supplémentaires, le refus des licenciements et des suppressions de postes dans la FP, une augmentation rapide pour les bas salaires, une loi contre les suppressions d'emplois...

Santé publique

La loi Bachelot est en discussion. Nous ne reviendrons pas sur les régressions qu'elle organise, largement dénoncées ici et ailleurs. Pourtant malgré des cortèges unitaires massifs qui s'étaient constitués lors du 29 janvier pour exiger son retrait, la journée du 5 mars n'a pas été à la hauteur des enjeux. Les batailles sur la santé, pourtant sujet aussi populaire, voire plus, que l'éducation, ont du mal à s'élargir au-delà des batailles locales en défense des hôpitaux de proximités, des maternités... Est-ce dû à la faiblesse syndicale dans ce secteur ? A la difficulté de mobiliser des usagers très individualisés dans leur rapport à la santé publique ? Constatons malheureusement que ce que nous arrivons à construire sur l'école, avec les parents, les jeunes, a du mal à se réaliser dans ce secteur.

Faire céder Darcos et Péresse

L'école, justement, de la maternelle à l'université. La mobilisation dans le « sup » n'a pas encore gagné, mais on voit le gouvernement affaibli et inquiet tout faire pour tenter de sauver la face. Alors n'attendons pas pour, avec eux, pousser définitivement Darcos et Péresse à céder, à renoncer aux suppressions de postes et des RASED, aux « réformes » du lycée, du primaire, de la formation des maîtres...

Dans la foulée du 19 mars, une date doit être très rapidement annoncée (avant les vacances de printemps) pour une grève nationale de toute l'éducation pour obtenir satisfaction sur nos revendications. Une telle date permettrait ensuite de poursuivre le mou-

vement, de façon tournante pendant les vacances, parce que, sinon, sans date nationale qui donne le « signal du lancement » d'un plan de mobilisation, on ne sait que trop ce qu'il en est des journées par académie !



C'est possible si nous le voulons. Le supérieur, la recherche, les IUFM, les étudiants sont depuis déjà trop longtemps mobilisés seuls ! Les parents dans le primaire aussi, les lycéens peuvent partir du jour au lendemain. Cessons de tergiverser, soyons clairs sur nos revendications – retrait des « réformes » et des suppressions de postes – et lançons sur la base du succès du 19 mars la bataille pour gagner. Ce serait aussi un encouragement à toutes les autres luttes et un ferment pour la convergence.

Face au plan social dans la fonction publique, face à un gouvernement autiste qui persiste à vouloir poursuivre la casse d'un système social qui, chacun le reconnaît, nous

PARTAGE DES BÉNÉFICES : TROIS TIERS ?

Le numéro 278 de la revue *Alternatives économiques* répond sur le partage des bénéfices en trois tiers réclamé par notre président ! Rappelons qu'il dit vouloir un tiers pour les salariés sous forme d'intéressement et de participation aux bénéfices, un tiers pour les actionnaires et le troisième tiers pour l'investissement. Selon l'INSEE, en 2006, les entreprises ont réalisé 137 milliards d'euros de bénéfices avant impôts pour 2 260 milliards de chiffre d'affaires (soit 6 %). Après impôts restaient 95 milliards. Là-dessus 71 milliards sont partis aux actionnaires, 15 milliards aux salariés et 9 milliards pour le développement.

Il va falloir plus d'une journée mensuelle de grève interprofessionnelle pour les faire bouger et arriver ne serait-ce qu'aux trois tiers !

LA « MASTERISATION », À QUEL PRIX ?

Prenons comme base de calcul pour un stagiaire l'indice de début de carrière, soit 349. La valeur du point d'indice au 1^{er} octobre 2008 étant de 4,57 euros, le coût annuel pour un stagiaire, sur cette base, s'élève en gros à 19 000 euros brut.

Osons, allez, soyons fous, penser une augmentation de 50 points d'indice (revendication FSU) soit environ 230 euros mensuels de plus pour les « masterisés ». Cela correspond au passage du 1^{er} échelon au 3^{ème} échelon (indice 395 donc 46 points d'indice d'écart soit nos 50 points). Cela ne fait « sauter » que 2 échelons et gagner 2 ans de carrière (3 mois + 9 mois + 12 mois).

C'est-à-dire que la suppression de l'année de stage plus le recul d'un an pour l'accès au recrutement annule, grosso modo, ce que le recruté actuel à la licence, avec l'année de stage aurait gagné de toute façon ! Opération blanche donc pour le gouvernement, et arnaque pour tous ! C'est donc une erreur politique que de brader la formation au nom d'une bien hypothétique revalorisation. Sans compter la répercussion sur la carrière et donc les pensions : l'âge moyen de sortie de l'IUFM aujourd'hui est 27 ans. L'impact du recrutement master peut être estimé à 1 an de plus soit 28 ans : 28 + 40 (en restant dans l'existant) = 68 ans pour un départ à la retraite. Faites vos comptes !

Enfin, l'argument majeur reste la création d'un vivier de contractuels « masterisés ». Aujourd'hui des camarades UA argumentent que c'est un faux problème car il suffit déjà maintenant au gouvernement de tarir les recrutements au niveau licence pour créer un tel vivier. Oui, sauf qu'aujourd'hui un étudiant licencié qui rate le concours peut envisager de poursuivre ses études en attendant de le repasser (c'est pourquoi il y a tant de recrutés déjà au-delà de la licence). Mais après le master 2, quelle perspective de poursuite d'étude restera-t-il à un étudiant qui rate son concours ? Aucune ! Et comme il faudra bien « croûter », il sera disponible pour remplir les formulaires de la Bourse Départementale de l'Emploi Public...

préservé un peu des effets mortifères de la crise, il est temps de globaliser les résistances, de généraliser les luttes et leurs coordinations. N'oublions pas que de nombreux services, dans les départements, dans les régions sont confrontés à la RéATE (Réforme de l'administration territoriale de l'Etat) et vont subir des remises en cause dramatiques de leurs missions et de leurs statuts. Seuls ils n'ont pas les moyens de se faire entendre.

En France, en Europe, dans le Monde...

Il serait erroné de penser que personne ne réagit dans les autres pays. Sans revenir sur ce qui s'est déroulé ces derniers mois en Grèce, en Italie... des mobilisations importantes sont prévues à Londres le 28 mars contre le G20, ainsi qu'au Portugal. En Italie la CGIL, seule, prépare une manifestation nationale le 4 avril à Rome dont l'objectif est fixé à 2 millions de personnes, au moment où nous manifesterons contre l'OTAN à Strasbourg. A l'initiative de la CES, des manifestations sont prévues à Londres, Berlin, Madrid

ou Barcelone et pourquoi pas Paris les 14, 15 ou 16 mai. C'est bien aussi au niveau européen qu'il faut organiser la riposte et la mobilisation. Alors que vont se tenir les élections européennes, et donc espérons le, des débats sur « quelle Europe nous voulons ? », le développement des luttes européennes sera un élément décisif. ●

JEAN-MICHEL DREVON
LE 14 MARS 2009.